



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

SOUS-PREFECTURE DE ROANNE

BUREAU DES LIBERTES
ET DE LA SECURITE PUBLIQUES
Section de la sécurité et de l'autorisation administrative

Affaire suivie par Mme Lacourtablaise
Courriel : sous-prefecture-de-roanne@loire.pref.gouv.fr
Téléphone 04 77 23 64 64
Télécopie 04 77 71 42 78



S4
CD

SPR n° 30/2012

La préfète de la Loire
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la défense, notamment ses articles L.2352-1, L.2353-1, R.2352-81 à R.2352-87 relatifs aux produits explosifs destinés à un usage civil;

VU les arrêtés ministériels du 3 mars 1982 relatifs au marquage et à l'identification des produits explosifs, à leur modalité d'acquisition, au contrôle de leur circulation et de leur usage normal ;

VU la circulaire interministérielle du 09 novembre 1982 ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 juin 2009 autorisant pour une durée de 5 ans la SAS ENTREPRISE CHARRIERE à utiliser des explosifs dès réception dans la carrière de CHAMPOLY, lieu-dit « Chivet » et LES SALLES, lieu-dit « Les Gouttes »;

VU l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2011, portant délégation de signature à M. Joël MATHURIN, sous-préfet de Roanne,

VU la demande en date du 14 novembre 2011, complétée et modifiée le 23 février 2012, présentée M. Sebastien MASCLET, directeur de production représentant la SAS ENTREPRISE CHARRIERE dont le siège social est sis « Le Bourg » 42430 Champoly, à l'effet d'être autorisée à utiliser, dès leur réception, 3000 kg de produits explosifs, 135 détonateurs de type micro-retard et 500 ml de cordeau sur le territoire des communes de Champoly et Les Salles ;

VU les documents annexés à la dite demande ;

VU les avis émis par :

- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- les maires de Champoly et Les Salles
- le chef d'escadron commandant la compagnie de gendarmerie de Roanne

ARRETE

ARTICLE 1 - La SAS ENTREPRISE CHARRIERE, dont le siège social est sis « Le Bourg » 42430 Champoly, est autorisée à utiliser des produits explosifs, dès réception, sur le territoire des communes de Champoly, lieu-dit « Chivet » et Les Salles, lieu-dit « Les Gouttes » pour l'exécution de travaux d'abattage de roches massives en carrière.

ARTICLE 2 - Sous réserve de l'application de l'article 3 ci-dessous, la validité de la présente autorisation est de **cinq ans**.

Cette autorisation peut être retirée à tout moment, sans mise en demeure ni préavis, en application de l'article R.2352-88 du code de la défense.

Dès la cessation d'exploitation, le bénéficiaire retournera la présente autorisation à la Préfecture de la Loire et en informera la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

ARTICLE 3 - Les personnes physiques responsables de l'utilisation des produits explosifs au titre de la présente autorisation sont :

- Monsieur Joaquim FERREIRA DA SILVA habilité le 12 septembre 2006 par le préfet de Saône-et-loire
- Monsieur Domingos FREITAS habilité le 29 avril 2004 par le préfet de la Côte d'Or
- Monsieur Christophe CLAVON habilité le 15 septembre 2008 par le préfet du Rhône
- Monsieur Joël DUPIN habilité le 14 avril 2004 par le préfet de l'Ain
- Monsieur Abdelhamed OUNOUGHFI habilité le 18 mars 2004 par le préfet du Puy-de-Dôme
- Monsieur Karim DAMIS habilité le 18 novembre 2003 par le préfet de la Côte d'Or
- Monsieur Amara MANSOURI habilité le 28 avril 2004 par le préfet du Rhône
- Monsieur José TEIXEIRA habilité le 18 mars 2004 par le préfet de la Lozère

La présente autorisation n'est valable que pour les personnes désignées ci dessus, pour la durée liée à celle de leurs fonctions au sein de la société SOFITER et le temps où elles seront habilitées à l'emploi de produits explosifs. Toute nouvelle désignation d'une personne physique responsable implique le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation.

ARTICLE 4 - Les quantités maximales de produits explosifs que le bénéficiaire est autorisé à recevoir en une seule expédition, sont fixées à :

- 3 000 kg de produits explosifs
- 135 détonateurs électriques de type micro-retard
- 500 ml de cordeau

La fréquence autorisée pour les livraisons est de 20 expéditions maximales par an.

ARTICLE 5 - Le transport des produits explosifs est assuré par la société TITANOBEL, ayant son siège social à 21270 Pontailleur-sur-Saône.

Chaque transport donnera lieu à l'établissement d'un titre d'accompagnement et est effectué au moyen du véhicule répondant aux prescriptions réglementaires de l'arrêté ministériel du 3 mars 1982 relatif au contrôle de la circulation des produits explosifs.

ARTICLE 6 – Les produits explosifs seront pris en charge par le bénéficiaire au moment de leur acquisition sur le lieu d'utilisation.

ARTICLE 7 – Les produits explosifs devront être utilisés dans la période journalière d'activité qui suit la livraison. Depuis leur prise en charge jusqu'à leur emploi effectif, y compris pendant leur stockage éventuel à proximité du chantier d'utilisation en attente d'emploi, les personnes désignées à l'article 3 sont responsables des mesures à prendre pour garantir la sécurité, la bonne conservation des produits et leur protection contre le vol. Elles veilleront notamment à ce qu'un gardiennage soit assuré en permanence durant cette période.

ARTICLE 8 – Dans le cas où tous les produits explosifs livrés n'auraient pas été consommés dans la période journalière d'activité, les produits non utilisés devront, au terme de ce délai, être acheminés, aux mêmes conditions administratives qu'à l'aller, vers les dépôts dûment autorisés du fournisseur TITANOBEL.

Si par suite de circonstances exceptionnelles et imprévues, le bénéficiaire dispose sur le chantier de produits explosifs au-delà de la période journalière d'activité, il devra en aviser immédiatement la gendarmerie et prendra les mesures suivantes pour prévenir les vols :

- gardiennage permanent des explosifs et des détonateurs, en des lieux séparés, sûrs et éloignés de tout habitat, par l'une des personnes physiques responsables désignées à l'article 3 du présent arrêté.

En tout état de cause, dans un délai de trois jours à compter de la réception des produits explosifs, le bénéficiaire devra remettre les produits au fournisseur.

ARTICLE 9 - Les produits explosifs devront être utilisés conformément aux conditions stipulées par la demande d'autorisation et ses annexes.

L'emploi de ces produits sera en outre subordonné au respect des dispositions fixées par :

- le décret n° 92-1164 du 22 octobre 1992 modifié, concernant l'emploi des explosifs dans les carrières, et ses textes d'application (Titre Explosif du Règlement Général des Industries Extractives – RGIE)
- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières
- l'arrête préfectoral du 1er septembre 1999 autorisant l'exploitation de la carrière.

ARTICLE 10 - Au moins huit jours avant le premier tir, le bénéficiaire devra adresser à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le programme des opérations de tir (plan de tir, dates, horaires, quantités commandées).

Copie en est adressée aux Mairies des communes intéressées.

ARTICLE 11 – Le bénéficiaire devra tenir un registre de réception et de consommation des produits explosifs. Y seront précisés :

- les dates de réception,
- le fournisseur,
- l'origine des envois,
- leurs modalités,
- les dates et horaires des tirs,
- les quantités livrées, les quantités non utilisées,
- les quantités maximales de produits explosifs stipulées dans l'article 4 du présent arrêté,
- les renseignements utiles en matière d'identification,
- les modalités de conservation et de protection permanentes entre le moment de la réception et celui de l'utilisation,
- les mesures prévues pour assurer dans les délais convenables la restitution au fournisseur, avec l'accord de celui-ci des explosifs non utilisés.

Il est accompagné de toutes les pièces justificatives permettant de réceptionner les explosifs, d'effectuer les tirs et de retourner les explosifs non utilisés vers un dépôt (certificat d'acquisition, bon de livraison, arrêté d'autorisation d'utilisation d'explosifs dès réception, attestation de reprise en consignation éventuelle des explosifs dans un dépôt).

Ce registre doit être présent sur le site du chantier lors des tirs et sera présenté à toute requête de l'autorité administrative. Il est conservé pendant 5 ans.

ARTICLE 12 - La perte, le vol et plus généralement la disparition, quelle qu'en soit la cause effective ou supposée, de produits explosifs doivent être déclarés à la gendarmerie ou au service de police le plus rapidement possible et en tout cas dans les 24 heures qui suivent la constatation.

ARTICLE 13 - Le bénéficiaire devra porter immédiatement à la connaissance de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, tout accident survenu, du fait de l'emploi des produits explosifs, à des personnes étrangères aux travaux liés à cet emploi.

ARTICLE 14 - La présente autorisation d'emploi dès réception ne permet pas, à elle seule, d'acquérir des produits explosifs.

Une autorisation d'acquisition, sous la forme d'un certificat d'acquisition, devra être sollicitée par le bénéficiaire à cet effet.

ARTICLE 15 - Le sous-préfet de Roanne, les maires de Champoly et Les Salles, le chef d'escadron commandant la compagnie de gendarmerie de Roanne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement - Unité territoriale Loire, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera remise à M. ^{Sebastien} ~~MASCLET~~, au directeur régional chargé des entreprises, de la consommation, de la concurrence, du travail et de l'emploi ainsi qu'au sous-préfet de Montbrison.

Roanne, le 19 mars 2012

le sous-préfet de Roanne,


Joël MATHURIN

Copie transmise à :

- M. le chef d'escadron, commandant la Compagnie de gendarmerie de Roanne
- MM. les Maires de Champoly et Les Salles
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement - Unité territoriale Loire
- ~~M. Eric PAGE, gérant de la SARL PAGE ERIC, 781 route du Pont 42300 Villereis~~
- M. le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi
- M. le Sous-préfet de Montbrison
- **M. MASCLET, représentant la SAS ENTREPRISE CHARRIERE**